

Affaires courantes

habitants de Carleton—Charlotte qui demandent au Parlement de continuer à exploiter le phare de Gannet Rock.

Construit en 1831, ce phare sert d'aide à la navigation depuis ce temps-là. Les habitants de l'île du Grand-Manan en particulier le trouvent extrêmement utile. Pour ce qui est de l'environnement, il est impératif de maintenir ce phare en exploitation. Je suis très fier et très heureux de présenter cette pétition en leur nom.

[Français]

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Guy H. Arseneault (Restigouche—Chaleur): Madame la Présidente, j'ai l'honneur aujourd'hui de présenter une pétition conformément à l'article 36 du Règlement, signée par des citoyens et citoyennes de ma circonscription qui demeurent à Petit-Rocher, Robertville, Beresford, Nigadoo, La Plante et Pointe-Verte.

Ils demandent au Parlement de rejeter cette nouvelle taxe sur les produits et services.

• (1140)

[Traduction]

LES VOLS D'ESSAI À BASSE ALTITUDE

M. Neil Young (Beaches—Woodbine): Madame la Présidente, j'ai l'honneur et le privilège de présenter une pétition signée par des Canadiens de tout le pays. Attendu que nous appuyons l'utilisation traditionnelle de leurs terres par les autochtones, que le Canada prend de nouvelles initiatives pour assurer la paix grâce à la sécurité commune et le désarmement, et que les vols à basse altitude de l'OTAN et du NORAD perturbent la société traditionnelle et tendent à empêcher le développement pacifique et durable d'une grande partie du Canada, les pétitionnaires demandent respectueusement au Parlement de se joindre à l'Assemblée des premières nations, aux Innu du Labrador et aux autres peuples autochtones du nord du Canada pour s'opposer à l'utilisation de leurs terres par l'OTAN et le NORAD pour les vols d'entraînement à l'attaque.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Ross Harvey (Edmonton—Est): Madame la Présidente, je prends aujourd'hui la parole pour présenter, conformément à l'article 36 du Règlement, une pétition signée par un certain nombre d'habitants de la Nouvelle-Écosse et de l'Ontario qui demandent au Parlement de rejeter la taxe sur les produits et services proposée actuellement, de réformer le régime fiscal pour que les particuliers et les sociétés riches paient une taxe minimum effective et d'amener le gouvernement à renoncer à cette proposition qui refile le fardeau fiscal aux Canadiens ordinaires en leur imposant une taxe régressive à la

consommation au lieu de leur offrir une vraie réforme fiscale.

Je devrais ajouter que j'hésite un peu à présenter cette pétition aujourd'hui parce que de plus en plus de gens pensent que le Parlement n'est plus légalement constitué. Cependant, j'écarte cette objection pour le moment afin de présenter cette sage pétition aux Canadiens.

M. Ray Funk (Prince-Albert—Churchill River): Madame la Présidente, j'ai le devoir et l'honneur de présenter aujourd'hui deux pétitions. La première est signée par des habitants de la ville de Prince Albert, située dans ma circonscription, de Red Deer, en Alberta, et de Rose-town, en Saskatchewan.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de cesser de faire des folies en voulant procéder à une réforme fiscale et de proposer un régime fiscal équitable au lieu de la taxe sur les produits et services qu'il a réussi à faire adopter à la Chambre, et qu'il tente de faire approuver par le Sénat.

LES VOLS À BASSE ALTITUDE

M. Ray Funk (Prince-Albert—Churchill River): Madame la Présidente, la deuxième pétition est signée par des habitants de Winnipeg, Morden, Winkler et d'autres localités situées dans le sud du Manitoba.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de respecter le mode de vie traditionnel des autochtones canadiens, de chercher de nouvelles initiatives dans le domaine de la sécurité commune et du désarmement et, par conséquent, de mettre un terme aux vols à basse altitude effectués au-dessus des territoires appartenant traditionnellement aux peuples autochtones du Canada.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

Mme Christine Stewart (Northumberland): Madame la Présidente, j'ai le privilège de présenter aujourd'hui deux pétitions au nom des électeurs de ma circonscription sur deux sujets différents, mais reliés à la TPS.

Tant d'électeurs me font part de la crainte et de l'inquiétude que leur inspire le projet de taxe sur les produits et services du gouvernement. Ils savent bien que même avec les ristournes de taxe consenties par le gouvernement, ils seront plus pauvres après qu'elle sera entrée en vigueur. Cette pétition demande au gouvernement de retirer la TPS.

D'autres pétitionnaires sont très préoccupés par l'application de cette taxe à l'écrit car ils se rendent compte que c'est un grand recul pour nous qui avons tant d'analphabètes que nous devons encourager par tous les moyens possibles à apprendre à lire, et ils demandent au gouvernement d'exempter l'écrit de la TPS.